



**La Commission de la stabilisation des prix et le Conseil de Développement Economique et Sociale (CDES) ont démarré les 16 et 17 mai dans la région du Sud une première série de trois assises sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui doivent ensuite mettre le cap dans la région du Nord durant la fin de ce mois et à Port-au-Prince au début du mois de juin.**

Selon le Secrétaire général de la Primature, Lucien Francoeur, ces assises ont pour objectif d'une part de recueillir auprès des différents acteurs, les informations pertinentes relatives aux actions mises en œuvre dans le domaine de la sécurité alimentaire en vue d'élaborer un document de politique nationale de la souveraineté de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'autre part d'obtenir l'adhésion et l'engagement de tous les secteurs de la vie nationale pour l'élaboration de cette politique.

Au cours de ces 2 journées de travail, il s'agira d'approfondir la réflexion sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Haïti largement engagée. Il conviendra spécifiquement de déterminer les termes dans lesquels se posent le problème, plus particulièrement dans la région du grand Sud qui accueillent ces premières assises, a indiqué M. Francoeur à l'ouverture de cette activité qui a réuni les grands acteurs opérant dans le domaine de la sécurité

alimentaire et nutritionnelle au niveau des départements de l'Ouest, du Sud-est, du Sud, de la Grand-Anse, des Nippes.

« Aujourd'hui, manger devient un luxe dans certaine famille. Le tableau est accablant », a décrit le délégué départemental du sud, Serge Chéry, qui croit qu'il faut agir vite puisque ce n'est pas possible. Pour lui, la sécurité alimentaire est un acte de motivation qui doit porter les acteurs de la communauté à assumer leur responsabilité en posant des actions concrètes pour pouvoir donner à manger à la population.

Vernet Joseph, Secrétaire d'Etat à la relance agricole, a rappelé dans ses propos que la réduction de l'insécurité alimentaire s'inscrit dans l'agenda de 185 pays y compris Haïti qui ont participé à la conférence de Rome en 1996, où tous les pays présents, s'engageaient à éradiquer la faim d'ici 2025.

« C'est un grand défi qui réclame une large base de concentration et de synergie pour y arriver », a-t-il fait comprendre.

Selon le Secrétaire d'Etat à la relance agricole, compte tenu du poids important de plus en plus des importations de la disposition alimentaire en Haïti et de l'augmentation continue des prix notamment des céréales, la relance de la production agricole est sans doute une voie à privilégier pour faire un bon vers la sécurité alimentaire.

M. Joseph a plaidé pour que les 4 piliers fondamentaux de la sécurité alimentaire à savoir la disponibilité des aliments, la stabilité des approvisionnements, l'accessibilité des aliments et la qualité des aliments soient pris en compte. « Ils constituent la vraie boussole qui doivent permettre aux familles haïtiennes de mener une vie saine et active comme l'exige le droit à l'alimentation reconnue dans plusieurs instruments internationaux », a-t-il ajouté.

Evens Prosper

[evens.p@hpnhaiti.com](mailto:evens.p@hpnhaiti.com)